



# Dossier d'Enquête Publique relatif au zonage d'assainissement collectif et non collectif

Commune de SAUZET

**OTEIS**

Immeuble le Génésis – Parc Euréka  
97 rue de Freyr – CS 36038  
34060 MONTPELLIER CEDEX 2  
Tél. 04 67 40 90 00 – Fax 04 67 40 90

Dossier HY34 G 002 / JLA  
Février 2017



# Sommaire

<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
<b>I. Données générales</b>	<b>7</b>
I.1. SITUATION GEOGRAPHIQUE	7
I.2. CONTEXTE GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE	9
I.3. CONTEXTE HYDROGRAPHIQUE	9
I.4. MILIEUX NATURELS REMARQUABLES	9
I.5. EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE	10
I.6. ACTIVITES INDUSTRIELLES OU ASSIMILEES	10
I.7. DONNEES AEP	11
I.8. MODALITES D'URBANISME – PERSPECTIVES D'EVOLUTION	11
<b>II. Fonctionnement de l'assainissement</b>	<b>12</b>
II.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	12
II.1.1. Réseaux d'assainissement	12
II.1.2. Station d'épuration	12
II.2. DIAGNOSTIC DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	13
<b>III. Proposition d'assainissement non collectif</b>	<b>14</b>
III.1. RESULTATS DES INVESTIGATIONS PEDOLOGIQUES	14
III.1.1. Paramètres analysés	14
III.1.2. Résultats des études de sol	14
III.2. DEFINITION DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT TYPES	15
III.2.1. Prétraitement	15
III.2.2. Filières de traitement	15
<b>IV. Scénarios / Résultats de l'étude</b>	<b>16</b>
IV.1. ANALYSE DES DONNEES D'AUTOSURVEILLANCE	16
IV.1.1. Analyse de la charge hydraulique	16
IV.1.2. Analyse de la charge polluante	17
IV.2. CAPACITE RESIDUELLE DE LA STATION D'EPURATION	17
IV.3. PROJETS COMMUNAUX	17
IV.4. ADEQUATION PLU / CAPACITE EPURATOIRE	18
<b>V. Choix des élus – Zonage d'assainissement</b>	<b>18</b>
<b>VI. Carte de zonage</b>	<b>18</b>
<b>VII. Aspect financier pour les dispositifs d'assainissement</b>	<b>19</b>
VII.1. ASSAINISSEMENT COLLECTIF	19
VII.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF	19

---

<b>VIII.</b>	<b>Obligations de la commune et des particuliers</b>	<b>20</b>
<b>VIII.1.</b>	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....</b>	<b>20</b>
<b>VIII.2.</b>	<b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>	<b>20</b>
VIII.2.1.	Habitations raccordables à terme .....	20
VIII.2.2.	Instruction des projets.....	20
VIII.2.3.	Contrôle technique exercé par la collectivité.....	20
<b>VIII.3.</b>	<b>ACCES AUX PROPRIETES .....</b>	<b>21</b>

---

## Préambule

---

L'épuration des eaux, nécessité reconnue de tous, doit franchir une étape importante en étant l'objet d'une rigueur accrue. Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, la commune de Sauzet a lancé une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire.

La loi sur l'eau n°92-3 du 3 Janvier 1992 et la nouvelle Loi sur l'eau et les milieux aquatiques n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 oblige les communes et leurs groupements à délimiter les zones relevant de l'assainissement collectif, les zones relevant de l'assainissement non collectif, et, le cas échéant les zones dans lesquelles des mesures doivent être prises en raison de problèmes liés à l'écoulement ou à la pollution des eaux pluviales.

Cette démarche est inscrite dans le Code général des collectivités territoriales à l'article L2224-10 ainsi rédigé :

*« Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*

*1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;*

*2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;*

*3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;*

*4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement ».*

Une enquête publique est obligatoire avant d'approuver la délimitation des zones d'assainissement. Cette enquête est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-27 du code de l'environnement (article R2224-8 du Code général des collectivités territoriales).

Le zonage d'assainissement mis en place par la commune concerne l'ensemble du territoire qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. Ce zonage est soumis à une enquête publique et sera annexé au document d'urbanisme.

Ce document fait suite à l'étude du schéma directeur d'assainissement réalisée en 2007 et a été élaboré dans le cadre de la révision du Plan Local d'Urbanisme.

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

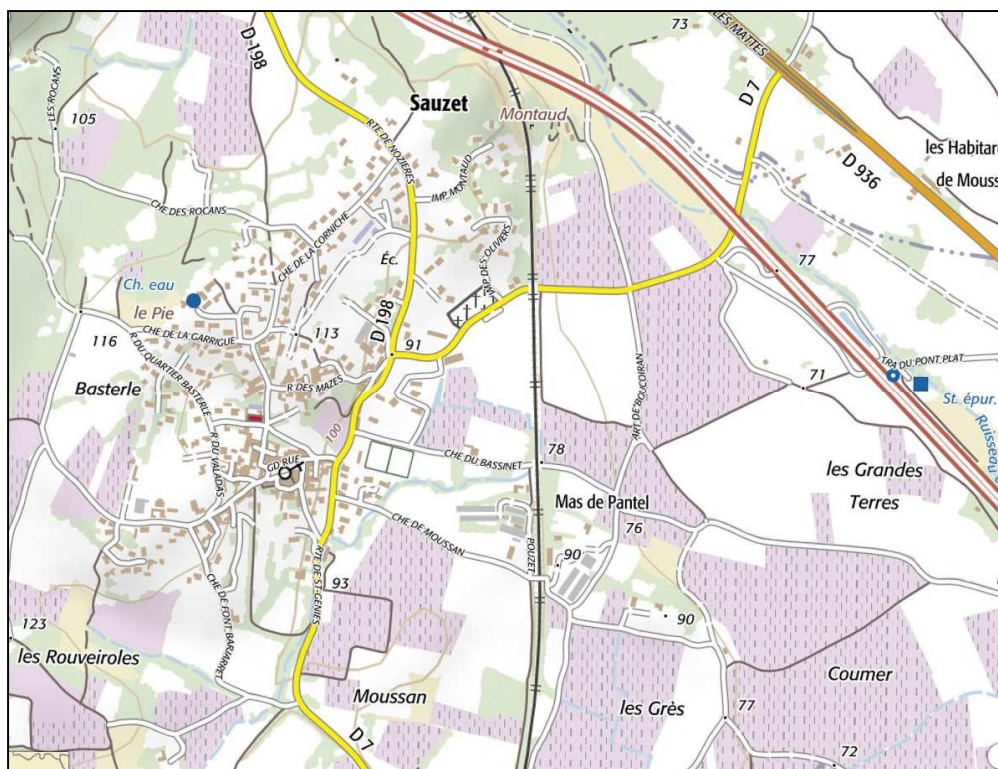
Ce dossier d'enquête est constitué :

- de la présente notice justifiant le zonage,
- d'une carte de zonage d'assainissement.











## I.2. Contexte géologique et hydrogéologique

Le territoire communal de Sauzet appartient au bassin d'âge oligocène de Saint-Mamert-Saint Chaptes. Les formations géologiques suivantes sont présentes sur le territoire :

- **Des formations alluviales** récentes composées de limons, sables, gaviers et galets à l'est du territoire dans la plaine alluviale du Gardon
- **des formations détritiques de l'Oligocène inférieur**, constituées de marnes argileuses et de grès. Ces formations sont rencontrées à l'Est du territoire communal, aux alentours du village de Sauzet. Ces faciès laissent présager la présence de sols avec une perméabilité très faible.
- **des formations du Secondaire**, constituées principalement de **calcaire blanc du Barrémien**, localisées à l'extrémité Ouest du territoire communal avec un relief plus marqué.

D'un point de vue hydrogéologique, sur le territoire communal, les formations calcaires peuvent se révéler de bons aquifères ; les formations alluviales n'offrent que de faibles potentialités localement.

La commune de Sauzet est alimentée en eau potable par le captage de Purgeras exploitant les formations calcaires du Secondaire (Arrêté de DUP n° 2007-80-5 du 21/03/2007).

## I.3. Contexte hydrographique

La totalité du territoire communal de Sauzet appartient au **bassin-versant du Gardon**.

Le réseau hydrographique autour du village de Sauzet est constitué par un ruisseau principal, le Lauriol, rejoint par le valat du Porc en amont du village.

**Le Lauriol** s'écoule au Nord du village et à l'est du territoire communal, dans un sens Nord-Ouest à Sud-Est en longeant globalement la route nationale 106. Le cours d'eau se jette dans le Gardon en amont de Dions.

Le Lauriol présente une état écologique moyen et un état chimique non connu. Le principal problème identifié concerne une dégradation morphologique du cours d'eau.

Un Plan de Prévention du Risque Inondation existe sur le bassin versant du Gardon (PPRI Gardon Amont approuvé par Arrêté Préfectoral le 3/07/2008). Ce document réglemente les possibilités d'aménagements en bordure des cours d'eau traversant le territoire communal.

L'ensemble de la partie est du territoire en bordure du Lauriol notamment et de la route nationale 106 est soumise au risque d'inondation.

La limite de cette zone inondable est cartographiée dans la carte du Plan de Prévention des Risques d'Inondation du Gardon Amont.

## I.4. Milieux naturels remarquables

Sur le territoire communal, les milieux naturels remarquables suivants ont été recensés :

- *La zone d'importance pour la conservation des Oiseaux (ZICO) « Gorges du Gardon »*
- *la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I « Rivière du Gardon entre Moussac et Russan »*
- *la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II « Bois de Lens »*
- *la Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II « Vallée moyenne des Gardons »*

- les *Espaces Naturels Sensibles (ENS)* : « Bois de Lens » et « Gardon d'Alès inférieur »

Le territoire communal fait partie du périmètre du SAGE des Gardons.

## I.5. Evolution démographique

Les données INSEE extraites du dernier recensement général de la population de 2012 sont récapitulées dans le tableau ci-dessous :

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2007	2012
Population permanente	340	385	416	482	551	688	703
Résidences principales	89	115	134	168	197	270	282
Taux d'évolution annuelle de la population permanente	+ 1,8 %	+ 1,1 %	+ 1,9 %	+ 1,5 %	+ 2,8 %	+ 0,4 %	

Au cours des trente dernières années, la population de Sauzet a connu une augmentation sensible de sa population pour atteindre en 2012 une population de 703 habitants permanents (doublement de la population en 40 ans).

Le taux de croissance moyen au cours de 30 dernières années est de l'ordre de 2 % annuellement avec une baisse sensible entre 2007 et 2012 où le taux était de 0,4 %.

### ■ Parc d'habitations

Lors des deux derniers recensements, le parc des habitations se répartissait de la façon suivante :

Parc des habitations	2007	2012	Variation
Nombre total de logements	294	317	+ 7,8 %
Nombre de résidences principales	270	282	+ 4,4 %
Nombre de résidences secondaires et de logements occasionnels	10	15	+ 50,0 %
Nombre de logements vacants	14	20	+ 42,9 %

Le nombre total de logements a augmenté de manière modérée entre les deux derniers recensements avec + 23 unités, soit en moyenne 5 permis de construire par an.

Les résidences principales représentent près de 89 % du nombre total de logements. Cette proportion est relativement constante depuis 2007. La part des résidences secondaires est très faible (environ 5 %) avec un nombre de logements saisonniers qui a augmenté de 5 unités entre les deux derniers recensements. Le nombre de logements vacants représente 6 % du parc d'habitats.

### ■ Capacité d'accueil

On dénombre actuellement 15 résidences secondaires, soit environ 5 % du parc immobilier. La capacité d'accueil de la commune de Sauzet est faible et d'environ 40 personnes. Elle se répartie exclusivement dans les résidences secondaires.

## I.6. Activités industrielles ou assimilées

La commune de Sauzet ne possède pas de zones d'activités.

L'activité est agricole même si elle s'est réduite au cours des dernières années est encore présente avec une quinzaine d'exploitations.

La commune accueille quelques entreprises de commerces et des activités de services de proximité sont également présentes.

## **I.7. Données AEP**

La commune de Sauzet est alimentée par les Forages du Purgeras (captage dans l'aquifère calcaire avec une capacité de 31 m<sup>3</sup>/heure et 744 m<sup>3</sup>/jour). Le captage est situé à environ 500 mètres au nord du village entre la route départementale 198 et la route nationale 106.

Les Forages du Purgeras dispose d'un Arrêté de Déclaration d'Utilité Publique (2007-80-5 du 21/03/2007) instaurant des périmètres de protection réglementaires.

La gestion des ressources, des réseaux et la distribution de l'eau potable est assurée en régie directe par la communauté d'agglomération de Nîmes Métropole depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La commune compte **316 abonnés** pour un volume consommé en **39 000 m<sup>3</sup> en 2015**.

## **I.8. Modalités d'urbanisme – Perspectives d'évolution**

La commune de Sauzet dispose d'un Plan Local d'Urbanisme en cours de révision.

L'urbanisation actuelle est composée de différents secteurs urbains (POS actuel) :

- le secteur urbain dense du village, **zones UA** à l'habitat ancien dense
- **les secteurs UD** en périphérie du centre du village à l'habitat pavillonnaire
- **les secteurs UDa à UDe** d'habitat futur
- **le secteur UE** accueillant des activités économiques du Chemin de Font Barjarret
- **le secteur 1AUE** destiné à accueillir une future zone artisanale lieu-dit Montaud

Le projet de Plan Local d'Urbanisme prévoit une population permanente à l'horizon 2030 d'environ 920 habitants ce qui correspond à :

- un taux de variation annuel moyen de la population de +1,4%/an
- l'accueil d'environ 200 habitants supplémentaires
- la réalisation d'environ 80 logements supplémentaires

## II. Fonctionnement de l'assainissement

---

### II.1. Assainissement collectif

La commune de Sauzet est desservie par un réseau d'assainissement collectif gravitaire collectant les effluents de près de 300 abonnés (700 habitants permanents environ). Les eaux usées sont ensuite traitées dans la station d'épuration située à environ 1,1 km à l'est du village à proximité de la route nationale 106. Les caractéristiques des infrastructures d'assainissement sont les suivantes :

- **Réseau d'assainissement** de linéaire 6,4 kms en totalité séparatif
- **Station d'épuration** de type Boues Activées de capacité nominale 1 000 Equivalent-habitants

Le réseau d'eaux usées est exploité en régie avec prestations de service de service avec la société SOMES (curage). La station d'épuration est exploitée par contrat de prestations de service avec la société SAUR (contrat de 3 ans renouvelable).

#### II.1.1. Réseaux d'assainissement

Les caractéristiques du réseau d'assainissement du village de Sauzet sont les suivantes :

- Linéaire d'environ 6 400 ml en totalité gravitaire
- Matériaux : Amiante-Ciment DN 150 mm dans le centre ancien et PVC DN 200 mm pour les extensions de réseau plus récentes en périphérie en zone pavillonnaire
- Année de réalisation : 1970-1975 pour les parties les plus anciennes

Le réseau de collecte de la commune de Sauzet rejoint gravitairement la station d'épuration

La totalité du réseau d'assainissement de la commune de Sauzet est de **type séparatif** : il ne véhicule par ailleurs que des eaux usées domestiques (aucun établissement industriel ou assimilé).

Selon les données communales, le réseau d'assainissement de la commune collecterait les eaux usées de **300 abonnés** (taux de raccordement d'environ 94 %). La population desservie est d'environ 700 personnes.

Le volume facturé aux abonnés assainissement est de 31 000 m<sup>3</sup> pour l'année 2015, soit environ 85 m<sup>3</sup>/jour en moyenne.

Un diagnostic du réseau a été réalisé par le bureau d'étude POIRY dans le cadre du schéma directeur (2006-2007). Ce diagnostic a permis d'identifier la présence d'eaux claires parasites pluviales et permanentes avec notamment 35 m<sup>3</sup>/j d'eaux claires parasites permanentes dans le centre du village (octobre 2006). Un programme de travaux de réhabilitation des réseaux a été établi pour un montant de près de 100 000 € comprenant notamment la réhabilitation de regards de visite et la reprise de canalisations non étanches.

#### II.1.2. Station d'épuration

Le tableau suivant présente les principales caractéristiques de la station d'épuration de Sauzet.

<b>Station d'épuration de SAUZET</b>	
<b>Type</b>	Boues Activées faible charge
<b>Année de réalisation</b>	2005
<b>Capacité</b>	1 000 Equivalent-Habitants <u>Charges Hydrauliques</u> Débit nominal : 200 m <sup>3</sup> /j (200 l/j/hab.) <u>Charges polluantes</u> 60 kg DBO <sub>5</sub> /j (60 g/hab/j)
<b>Caractéristiques des ouvrages</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Poste de relevage général (21 m<sup>3</sup>/h)</li> <li>• Prétraitement : tamis rotatif (65 m<sup>3</sup>/h)</li> <li>• Dégazeur</li> <li>• Bassin d'aération avec turbine (Diamètre 9,6 m et Heau = 3,2 m)</li> <li>• Clarificateur (Diamètre 6,7 m et Heau = 2 m)</li> <li>• Lits de rhizocompostage (4 x 50 m<sup>2</sup>)</li> </ul>
<b>Constructeur</b>	SAUR
<b>Exploitation</b>	SAUR (contrat de prestations de service)
<b>Milieu récepteur</b>	Ruisseau Le Lauriol / Affluent du Gardon (5 kms à l'aval)
<b>Niveau de rejet</b>	Arrêté d'autorisation du 10/04/2003 DBO = 25 mg/l DCO = 125 mg/l MES = 35 mg/l NGL = 40 mg/l
<b>Traitement des Boues</b>	Rhizocompostage

## II.2. Diagnostic des dispositifs d'assainissement non collectif

Sur l'ensemble du territoire communal de Sauzet, 18 habitations sont équipées de dispositifs d'assainissement non collectif.

Un diagnostic exhaustif a été réalisé en 2006-2007 par le Service Public d'Assainissement Non Collectif de la Communauté de Communes Leins Gardonnenque. La prestation a été réalisée par la société SAUR.

Sur la totalité des installations diagnostiquées, quatre installations ont été classées avec nécessité d'une réhabilitation urgente.

---

## III. Proposition d'assainissement non collectif

---

### III.1. Résultats des Investigations pédologiques

#### III.1.1. Paramètres analysés

Tous les sols ne sont pas aptes à supporter un épandage souterrain. Un ou plusieurs facteurs limitant peuvent empêcher le sol de jouer son double rôle d'infiltration et d'épuration.

La réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif doit prendre en compte l'ensemble des données caractérisant le site naturel. Les critères essentiels permettant cette caractérisation sont les suivants :

- **le sol** : texture, structure, porosité, conductivité hydraulique, paramètres globalement quantifiés par la vitesse de percolation de l'eau dans le sol (perméabilité en mm/h) ;
- **l'eau** : profondeur d'une nappe pérenne, remontée temporaire de la nappe en hiver, présence d'une nappe perchée temporaire, risque d'inondation caractères pouvant être mesurés par l'observation des venues d'eau et des traces d'hydromorphie en sondages et des mesures piézométriques dans les puits situés à proximité du secteur étudié et également par les délimitation de zones inondables ;
- **la roche** : profondeur de la roche altérée ou non ;
- **la pente** : pente du sol naturel en surface.

Les sondages de reconnaissance réalisés à la tarière manuelle et les fosses pédologiques creusées au tractopelle permettent de caractériser le sol, la profondeur de la nappe et la profondeur de la roche. Les tests de percolation à niveau constant (méthode Porchet) permettent la mesure de la conductivité hydraulique verticale du sol.

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif a pour objectif de donner une **orientation générale et globale** sur les filières d'assainissement à mettre en œuvre en fonction de la nature des sols rencontrés. En effet, compte tenu du nombre d'investigations de terrain réalisées et de la diversité des sols dans certains secteurs, **il est fortement conseillé aux particuliers désirant construire ou rénover une habitation de faire réaliser une étude complémentaire sur leur parcelle** afin de choisir, positionner et dimensionner leur dispositif d'assainissement non collectif.

#### III.1.2. Résultats des études de sol

Aucune étude d'aptitude des sols n'a été réalisée dans le cadre du schéma directeur d'assainissement réalisé en 2006-2007 par le bureau d'études POIRY

Toutefois, les orientations suivantes en matière de faisabilité de l'assainissement non collectif peuvent être :

- **A l'ouest du territoire** / secteur boisés à l'est de la commune : Epaisseur du sol superficiel insuffisante / formations calcaires affleurantes, vulnérabilité de l'aquifère calcaire
- **Au centre du territoire / Village** : Perméabilité faible pouvant constituer un facteur limitant
- **Ouest du territoire** / partie située à l'ouest du village : Pas de problématique particulière, mis à part parfois des remontées de nappe pouvant constituer un facteur limitant

Néanmoins, seules des investigations locales à l'emplacement prévisionnel du futur projet d'assainissement non collectif permettront de définir la faisabilité du projet.



## III.2. Définition des dispositifs d'assainissement types

### III.2.1. Prétraitement

Un prétraitement des effluents est nécessaire avant tout procédé de géoassainissement. Il sera constitué par une fosse toutes eaux recevant les eaux vannes et les eaux ménagères. En aucun cas, l'installation ne devra recevoir des eaux pluviales.

Le fonctionnement anaérobie de la fosse permettra une rétention des matières décantables ou flottantes et une liquéfaction des boues retenues. La mise en place d'un tel dispositif s'effectuera en accord avec les prescriptions techniques édictées dans le DTU 64-1. Son dimensionnement sera au minimum de 3 m<sup>3</sup> pour habitation de 5 pièces principales maximum (3 chambres) et de 1 m<sup>3</sup> par pièces supplémentaires au-delà de 5.

L'installation pourra être complétée par un préfiltre décolloïdeur, dispositif intercalé entre la fosse toutes eaux et le traitement par le sol, et dont le rôle sera d'éviter tout colmatage du champ d'épandage en cas de départ de boues suite à un dysfonctionnement hydraulique de la fosse.

Le dispositif de prétraitement sera suivi d'un dispositif de traitement adapté à la nature du sol et dont les caractéristiques sont détaillées ci-après.

### III.2.2. Filières de traitement

Les filières de traitement suivantes sont préconisées :

- ▶ **tranchées d'infiltration,**
- ▶ **filtre à sable vertical non drainé,**
- ▶ **filtre à sable vertical drainé** avec réutilisation des eaux usées sur la parcelle.

Lors du choix de la filière d'assainissement non collectif il est nécessaire de se référer à l'**Arrêté Préfectoral n° 2013-290-0004 du 17 octobre 2013 « relatif aux conditions de mises en œuvre des systèmes d'assainissement non collectif »**, qui définit les prescriptions applicables dans le département du Gard. Il précise notamment que la filière d'assainissement non collectif de référence est la filière assurant l'évacuation par le sol des eaux usées domestiques. Il sera également nécessaire de se conformer à l'arrêté du 7 septembre 2009 (modifié par l'arrêté du 7 mars 2012) fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg par jour de DBO<sub>5</sub>.

Des études de sol spécifiques permettront de définir au cas par cas le dispositif le plus adapté au contexte.

La réalisation d'un dispositif d'assainissement non collectif est dépendante des contraintes d'urbanisme (localisation des limites de propriétés, forme, taille et occupation de la parcelle). Si ces règles d'urbanisme sont respectées, les différentes contraintes ci-dessus doivent alors être prises en compte pour choisir la filière d'assainissement adaptée.

La réalisation des filières de type filtre à sable vertical non drainé nécessitera, dans les secteurs où le substratum calcaire est à l'affleurement, l'utilisation d'un brise roche hydraulique pour la réalisation des terrassements avec déroctage et fracturation des niveaux calcaires rencontrés et devant recevoir la base du filtre à sable et purge des éventuelles poches argileuses accumulées dans les fissures du calcaire.

## IV. Scénarios / Résultats de l'étude

### IV.1. Analyse des données d'autosurveillance

La station d'épuration a une capacité nominale de 1 000 Equivalent-Habitants.

- Débit = 200 m<sup>3</sup>/jour
- DBO<sub>5</sub> = 60 kg/jour

Les bilans d'autosurveillance réalisés par la SAUR entre 2012 et 2016 indiquent les taux de remplissage suivants :

- Charge hydraulique moyenne (2012-2016) : 59,3 %
- Charge polluante DBO<sub>5</sub> (2012-2016) : 36,7 %
- Charge polluante DCO (2012-2016) : 43,5 %
- Charge polluante MES (2012-2016) : 44,1 %

Les différents bilans pollution des cinq dernières années réalisés dans le cadre de l'autosurveillance par l'exploitant sont présentés dans le tableau suivant de façon synthétique.

Bilans pollutions SAUR	Débits		DBO <sub>5</sub>		DCO		MES		N	
	m3	Taux de charge	kg	Taux de charge	kg	Taux de charge	kg	Taux de charge	kg	Taux de charge
<b>Année 2012</b>										
30/11/2012	86	43 %	19.8	33.0 %	57.9	41.3 %	33.5	37.3 %	6.2	44.2 %
13/12/2012	129	64.5 %	11.6	19.4 %	53.1	38.0 %	141.9	157.7 %	6.0	42.6 %
27/12/2012	104	52.0 %	28.1	46.8 %	95.1	67.9 %	34.3	38.1 %	8.6	61.4 %
<b>Année 2013</b>										
18/10/2013	110	55.0 %	28.6	47.7 %	75.5	53.9 %	42.9	47.7 %	10.0	71.3 %
26/11/2013	164	82.0 %	36.1	60.1 %	78.6	56.1 %	26.2	29.2 %	10.5	75.3 %
<b>Année 2014</b>										
12/06/2014	81	40.5 %	13.8	23.0 %	66.9	47.8 %	27.5	30.6 %	6.9	49.4 %
30/10/2014	112	56.0 %	25.8	42.9 %	87.6	62.6 %	40.3	44.8 %	8.9	63.3 %
<b>Année 2015</b>										
18/02/2015	137	68.5 %	23.3	38.8 %	49.6	35.4 %	37.0	41.1 %	6.5	46.4 %
14/10/2015	160	80.0 %	15.5	25.9 %	40.0	28.6 %	22.4	24.9 %	6.9	49.5 %
<b>Année 2016</b>										
04/03/2016	103	51.5 %	18.5	30.9 %	41.2	29.4 %	16.5	18.3 %	5.5	39.5 %
25/05/2016	118	59.0 %	21.2	35.4 %	25.1	18.0 %	14.2	15.7 %	5.9	42.5 %
<b>Moyenne 2012-2016</b>	<b>118.5</b>	<b>59.3 %</b>	<b>22.0</b>	<b>36.7 %</b>	<b>61.0</b>	<b>43.5 %</b>	<b>39.7</b>	<b>44.1 %</b>	<b>7.4</b>	<b>53.2 %</b>

<b>Capacité nominale</b>	<b>200 m3/jour</b>	<b>60 kg/jour</b>	<b>140 kg/jour</b>	<b>90 kg/jour</b>	<b>14 kg/jour</b>
--------------------------	--------------------	-------------------	--------------------	-------------------	-------------------

#### IV.1.1. Analyse de la charge hydraulique

L'analyse des débits journaliers issus des enregistrements de l'autosurveillance montre que :

- les débits maximums de temps sec sont voisins de 160 m<sup>3</sup>/jour (environ 80 % de la capacité nominale)
- la moyenne des débits de temps sec est de 118,5 m<sup>3</sup>/jour (60 % de la capacité nominale)

En période de temps de pluie, les débits sont élevés pouvant dépasser de 2 fois la capacité nominale de la station d'épuration (près de 500 m<sup>3</sup>/jour fin novembre 2014).

**Nous retiendrons une hypothèse d'un taux de remplissage d'environ 60 % en période de temps sec pour la charge hydraulique (soit environ 120 m<sup>3</sup>/jour).**

**La station d'épuration est toutefois sujette aux entrées d'eaux parasites pluviales et permanentes de façon significative.**

Il conviendra toutefois de **poursuivre la réduction des eaux parasites permanentes et pluviales** de façon à améliorer le fonctionnement de la station d'épuration par nappe haute et/ou temps de pluie. La commune devra engager un programme de travaux permettant la réduction des eaux parasites sur le réseau d'assainissement suite au premier diagnostic de réseau réalisé en 2006-2007.

Il conviendra de contrôler le bon fonctionnement des ouvrages épuratoires et notamment de suivre l'évolution des débits en période de nappe haute et de temps de pluie.

#### **IV.1.2. Analyse de la charge polluante**

L'analyse des charges polluantes des différents bilans pollution fait état :

- d'une moyenne d'environ 22 kg de DBO<sub>5</sub> et d'une pointe de 36,1 kg de DBO<sub>5</sub>
- d'un taux de remplissage moyen d'environ 37 % et en pointe de 60 % pour la DBO<sub>5</sub>

**Nous retiendrons une hypothèse d'un taux de remplissage en pointe d'environ 60 % soit une charge de pointe en DBO<sub>5</sub> d'environ 36 kg/jour.**

#### **IV.2. Capacité résiduelle de la station d'épuration**

La station d'épuration intercommunale a une capacité nominale de 1 000 Equivalent-Habitants.

- DBO<sub>5</sub> = 60 kg/jour
- Débit = 200 m<sup>3</sup>/jour

Les bilans d'autosurveillance réalisés par la SAUR indiquent les taux de remplissage suivants :

- Charge hydraulique moyenne de temps secs (2012-2016) : 60 % en période de temps sec
- Charge polluante DBO<sub>5</sub> en pointe (2012-2016) : 60 %

La capacité résiduelle théorique de la station d'épuration définie à partir de l'analyse des bilans d'autosurveillance peut être évaluée à :

- **DBO<sub>5</sub> = 24 kg/jour soit 400 Equivalent-habitants à 0,06 kg/j/hab**
- **Débit = 80 m<sup>3</sup>/jour soit 400 Equivalent-Habitants à 0,2 m<sup>3</sup>/j/hab (par temps sec) / aucune capacité résiduelle par temps de pluie**

#### **IV.3. Projets communaux**

Les recensements de l'INSEE font état des chiffres suivants :

- 703 habitants permanents en 2012 et 718 habitants en 2013
- 282 résidences principales
- 15 résidences secondaires
- 20 logements vacants
- 2,5 habitants / résidence principale

Les projets communaux définis dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme font état de :

- 920 habitants à l'horizon 2030 (échéance du PLU)
- 200 habitants supplémentaires (80 logements)

**Au total les projets communaux représentent une charge supplémentaire de 200 Equivalent-Habitants à traiter par la station d'épuration.**

#### **IV.4. Adéquation PLU / Capacité épuratoire**

**La station d'épuration actuelle est en mesure d'accueillir les futurs projets communaux du PLU qui peuvent être évalué à environ 200 Equivalent-Habitants supplémentaires à l'horizon 2030 (80 logements supplémentaires).**

---

### **V. Choix des élus – Zonage d'assainissement**

---

À l'issue du zonage d'assainissement, les solutions suivantes ont été retenues pour la commune de Sauzet :

- **Assainissement collectif existant** : Secteur urbain de Sauzet (zones UA et UD)
- **Assainissement collectif futur** : zones d'urbanisation future du PLU (secteurs UDa, UDb, Udc, UDd et AUE)
- **Assainissement non collectif** : reste du territoire communal

La carte jointe en annexe délimite les secteurs desservis par l'assainissement collectif et ceux dont l'assainissement sera assuré par des dispositifs d'assainissement non collectif.

---

### **VI. Carte de zonage**

---

Le projet de zonage d'assainissement est présenté en pièce annexe à ce dossier.

La carte de zonage d'assainissement permet de connaître le mode d'assainissement qui a été défini pour chaque zone homogène de la commune (zone en assainissement collectif, en assainissement non collectif raccordable à terme ou en assainissement non collectif).

---

## **VII. Aspect financier pour les dispositifs d'assainissement**

---

### **VII.1. Assainissement collectif**

- Coût de la réalisation d'une extension de réseau gravitaire (en PVC Ø 200 mm) : il est compris entre 200 et 300 € HT le mètre linéaire, suivant la nature du terrain.
- Coût de la réalisation d'un branchement individuel pour le raccordement de l'habitation au réseau d'assainissement : il est compris entre 800 et 1 500 € HT en moyenne.
- Le coût de la réalisation d'un poste de refoulement individuel est de l'ordre de 4 000 € HT.
- Le coût d'investissement d'une station d'épuration de type Boues activées est compris entre 600 et 700 € HT / habitant (pour une capacité de 2 000 EH).
- Le coût d'entretien et de fonctionnement de la station d'épuration est de l'ordre de 30 € HT / habitant / an.
- Le coût de fonctionnement et d'entretien d'un poste de refoulement collectif est d'environ 2 300 € HT / an.
- Le coût de curage du collecteur d'eaux usées est d'environ 2,0 € HT / mètre linéaire (curage de 25 % du linéaire tous les ans).

### **VII.2. Assainissement non collectif**

- Coût de la réalisation d'un dispositif neuf : il est compris entre 4 500 et 9 000 € HT.
- Coût de la réhabilitation : il est compris entre 6 000 et 10 000 € HT.
- Coût du diagnostic : un diagnostic tous les 8 ans avec redevance de 100 € HT par diagnostic.
- Coût de l'entretien : une vidange de la fosse est de l'ordre de 250 € HT.

---

## **VIII. Obligations de la commune et des particuliers**

---

### **VIII.1. Assainissement collectif**

Aucun changement. Le règlement du service d'assainissement collectif communal doit être respecté.

### **VIII.2. Assainissement non collectif**

#### **VIII.2.1. Habitations raccordables à terme**

L'article L.1331-1 du Code de la santé publique rend obligatoire le raccordement des habitations aux égouts disposés pour recevoir les eaux usées domestiques dans un délai de deux ans après leur mise en service.

Les travaux de raccordement, y compris ceux concernant le branchement sous domaine public, sont à la charge des propriétaires. Si l'obligation de raccordement n'est pas respectée dans le délai imparti, la commune peut, après mise en demeure, procéder d'office et aux frais de l'intéressé aux travaux indispensables (article L.1331-6 du Code la santé publique).

La collectivité a la possibilité de percevoir une somme au moins équivalente à la redevance assainissement auprès des propriétaires qui ne se sont pas conformés aux articles qui précèdent (article L.1331-8 du Code de la santé publique).

#### **VIII.2.2. Instruction des projets**

La loi sur l'eau précise : « le permis de construire ne peut être accordé que si les constructions projetées sont conformes aux dispositions législatives et réglementaires concernant [...] leur assainissement [...] » (article L.421-3 du code de l'urbanisme).

La construction d'un dispositif d'assainissement non collectif doit être autorisée et contrôlée par la commune. L'arrêté préfectoral n°2013290-0004 définit la composition du dossier de demande d'autorisation devant être déposé par le pétitionnaire en mairie.

Tout projet fera l'objet de deux visites de terrain par le Service Public d'Assainissement Non Collectif :

- une visite préalable qui a pour but d'autoriser la réalisation du dispositif,
- un contrôle de la réalisation des travaux, qui intervient avant recouvrement des ouvrages par de la terre végétale.

Un certificat de conformité sera délivré au pétitionnaire par la commune suite au contrôle de la réalisation des travaux.

#### **VIII.2.3. Contrôle technique exercé par la collectivité**

La loi sur l'eau demande aux communes de prendre en charge les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.



L'arrêté du 27 avril 2012 fixe les modalités de ce contrôle. Il s'agit d'une vérification périodique du bon fonctionnement et entretien des ouvrages.

Ce contrôle sera assuré par les agents du service public d'assainissement non collectif. Une redevance « assainissement non collectif » sera créée pour financer le service.

Conformément aux arrêtés du 27 avril 2012, les nouvelles habitations devront faire l'objet d'un contrôle de conception et de dimensionnement ainsi que d'un contrôle de conformité avant remblaiement par le Service Public d'Assainissement Non Collectif.

### **VIII.3. Accès aux propriétés**

L'article L.1331-11 du Code de la santé publique stipule : « *Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour [...] assurer le contrôle des installations d'assainissement non collectif et leur entretien si la commune a décidé sa prise en charge par le service.* »

La visite de contrôle est précédée d'un avis préalable de visite notifié aux intéressés dans un délai raisonnable. Les observations réalisées au cours de la visite sont consignées dans un rapport de visite dont une copie doit être adressée aux propriétaires des ouvrages et, le cas échéant, à l'occupant des lieux.



## Textes réglementaires

- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg par jour de DBO<sub>5</sub>.
- Arrêté Préfectoral du 17 octobre 2013 relatif aux conditions de mise en œuvre des systèmes d'assainissement non collectif.
- Arrêté Préfectoral du 17 juin 2013 relatif aux modalités de mise en œuvre du plan anti-dissémination du chikungunya et de la dengue dans le département du Gard.
- Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO<sub>5</sub>.
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 3 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif.
- Décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie Réglementaire du code de l'environnement.
- Loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.
- Décret n°2006-503 du 2 mai 2006 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 2224-8 et L. 2224-10 du code général des collectivités territoriales.
- Ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie Législation du code de l'environnement.
- Décret n°2000-318 du 7 avril 2000 relatif à la partie Réglementaire du code général des collectivités.
- Arrêté du 16 novembre 1998 modifiant l'arrêté du 22 décembre 1994 fixant les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées dispensés d'autorisation au titre du décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration, en application de l'article 10 de la loi no 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.
- La norme DTU 64-1.



## Glossaire

### **Assainissement collectif**

Systèmes d'assainissement comportant un réseau réalisé par la commune.

### **Assainissement autonome ou assainissement non collectif**

Systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, l'épuration, l'infiltration ou le rejet des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement.

### **Eaux ménagères**

Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

### **Eaux vannes**

Eaux provenant des W.C.

### **Eaux usées**

Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes.

### **Effluents**

Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.

### **Filière d'assainissement**

Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement, sur sol naturel ou reconstitué.

### **Hydromorphie**

Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

### **Perméabilité**

Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet d'évaluer ce paramètre.

### **PLU**

Plan Local d'Urbanisme

### **ZNIEFF**

Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique





# ***Annexe 1***

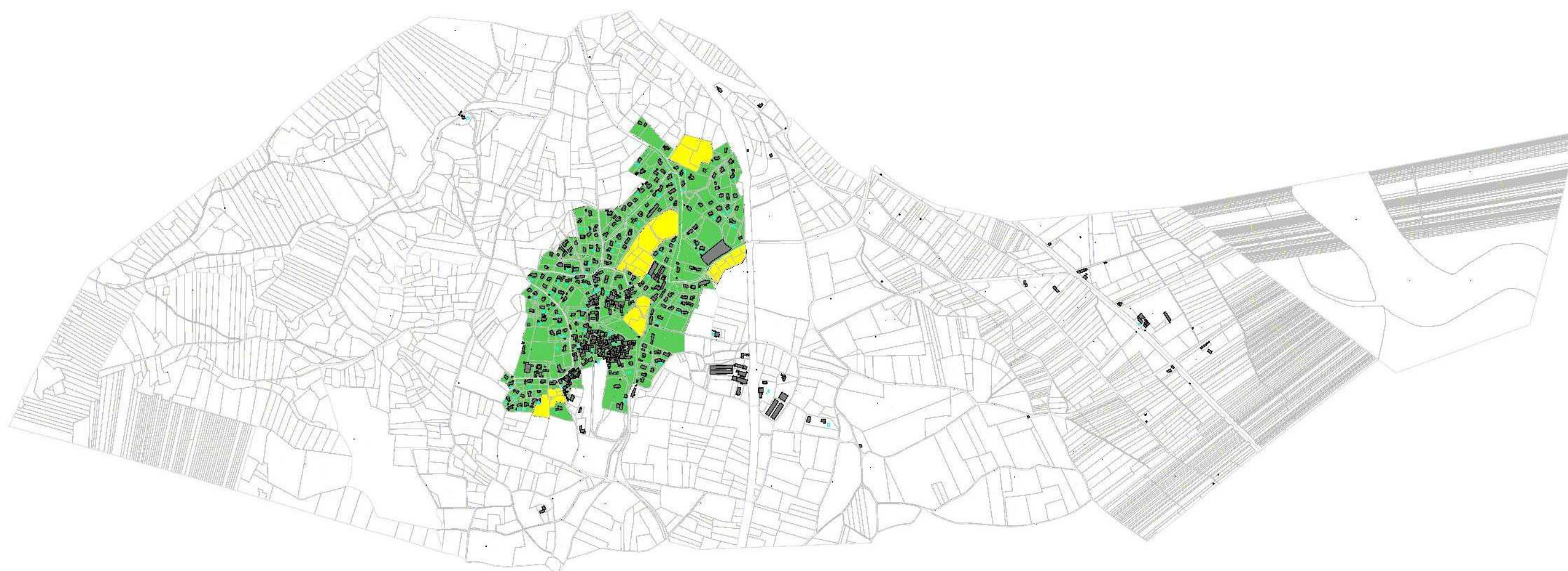
---

## **Carte de zonage de l'assainissement**



Légende

- Assainissement collectif actuel
- Assainissement collectif futur
- Assainissement non collectif





# Projet de zonage d'assainissement

Village

Source : cadastre

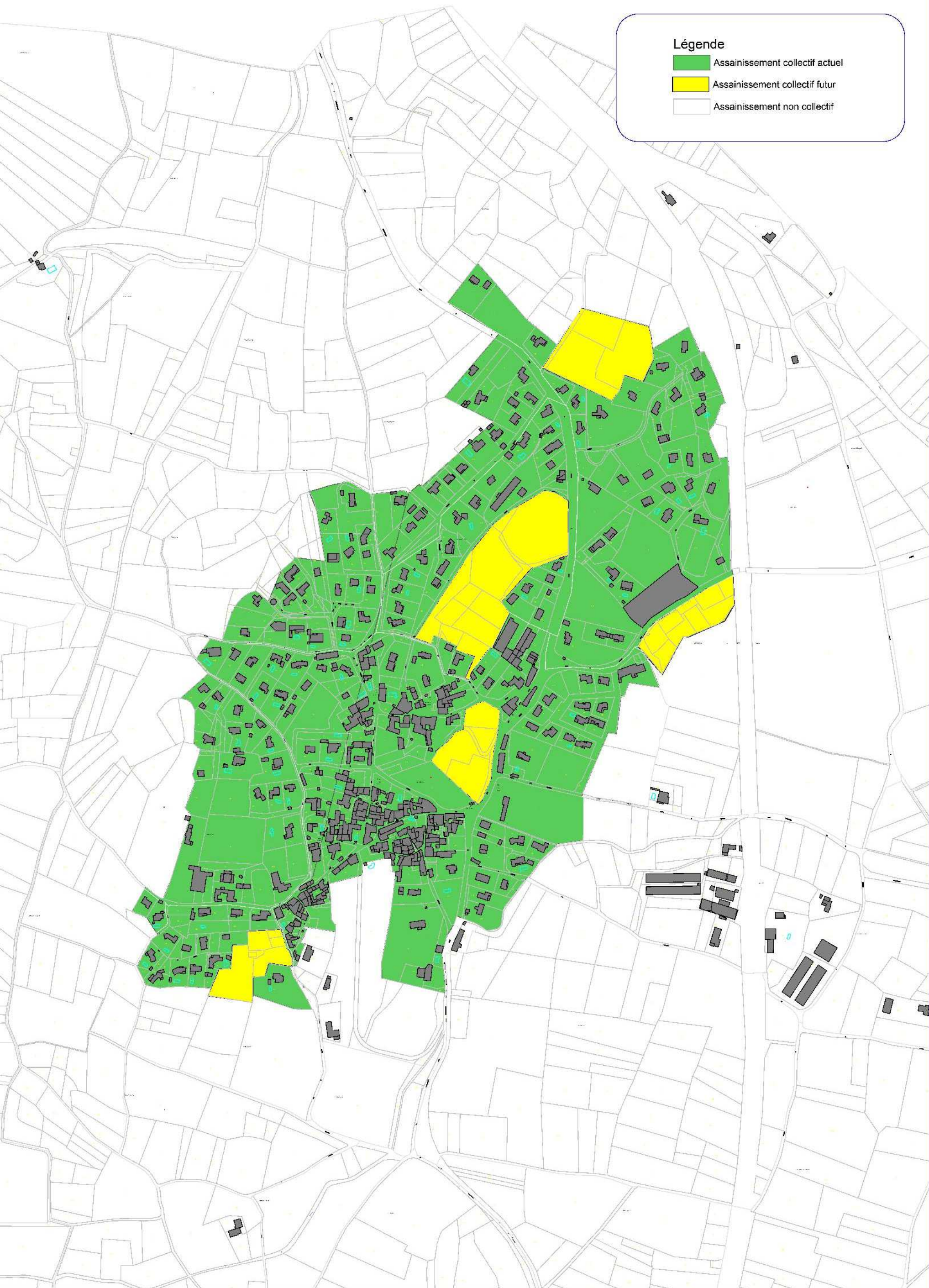
Echelle : 1 / 5000

0 50 100 m



## Légende

- Assainissement collectif actuel
- Assainissement collectif futur
- Assainissement non collectif





# ***Annexe 2***

---

## **Avis de l'Autorité Environnementale**

